



Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20260528-26-2026-DE
Date de télétransmission : 02/06/2026
Date de réception préfecture : 02/06/2026

Département de Seine-Saint-Denis

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations Séance du 28 mai 2026

Nombre de Conseillers : 33

L'an deux mille vingt-six, le 28 mai, à 19h30

Conseillers en exercice : 33

Présents : 30

Pouvoirs : 3

Votants : 33

Le Conseil municipal de la ville du Raincy, dument convoqué par monsieur le Maire s'est réuni en séance publique ordinaire dans la salle du Conseil, en Mairie, conformément à l'article L 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

Date de convocation : 21 mai 2026

Date d'affichage : 21 mai 2026

La séance est ouverte, sous la Présidence de **monsieur Nicolas Rondepierre, Maire**, conformément à l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales. Il procède à l'appel nominal des membres des Conseillers municipaux et constate que le quorum est atteint.

Étaient présents :

Nicolas Rondepierre, Nicolas Cuadrado, Patricia Bizouerne, David Pereira, Lydia Tcharlaian, Michel Nugues, Nathalie Ribemont, Régis Lefèvre, Patricia Djossouvi, Didier Belot, Claire Gizard, Jean Calgagni, Pascal Guengant, Gerard Lepont, Corinne Lorenzi, Isabelle Nizard, Xavier Juin, Paula Lapczuk, Isabelle Zerad, Yael Azoulay, Julien Bette, Eulalie Haouam, Josué Kwetukala, Raphaël Uzan, Amélia Morise-Zambrano, Sonia Beaufremez, Jean-Michel Genestier, Pierre Marie Salle, Annie Sonrier, Montasser Charni.

Pouvoirs sont donnés :

Monique Marginier à Nathalie Ribemont,
Corinne Raoult à Sonia Beaufremez,
Thomas Vautrin à Annie Sonrier.

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal, réuni à la majorité de ses membres, a désigné **Mme Amélia Morise-Zambrano**, secrétaire de séance.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20260528-26-2026-DE
Date de télétransmission : 02/06/2026
Date de réception préfecture : 02/06/2026

DELIBÉRATION N°26-2026**OBJET : APPROBATION DU SEJOUR D'ETE 2026 A LA MER POUR LES ENFANTS DE 6 A 12 ANS ET DES TARIFS APPLICABLES AUX FAMILLES RAINCEENNES****Le Conseil municipal,**

Entendu l'exposé de Mme Patricia Bizouerne relatif à la présentation du séjour « Aventures océanes », à Meschers-sur-Gironde,

Vu le marché 2024-03-SM037 notifié le 30 août 2024 à l'Institut de Formation d'Animation et de Conseil (IFAC) relatif à la gestion de la vie scolaire, péri et extrascolaire de la Ville du Raincy,

Considérant que l'organisation de séjours d'été en France pour les enfants du Raincy, de 6 à 12 ans, pour une durée de 14 jours est prévue au Cahier des Clauses Particulières,

Considérant la volonté de la municipalité d'organiser un séjour à la mer pour les enfants de 6 à 12 ans au cours de l'été 2026 pour leur permettre de :

- découvrir de nouvelles activités dans un nouvel environnement naturel, patrimonial, culturel, linguistique,
- développer l'autonomie et le vivre ensemble pour chaque enfant,

Considérant la proposition faite par l'IFAC à la Ville du Raincy d'organiser un séjour à Meschers-sur-Gironde du 18 au 31 juillet 2026 pour des enfants de 6 à 12 ans,

Considérant que le séjour proposé « Aventures océanes » répond aux attentes de la Ville du Raincy au regard de la description qui en a été faite en Conseil, afin que les jeunes raincéens âgés de 6 à 12 ans puissent bénéficier d'un séjour à la mer avec une tarification modulée en fonction du quotient familial,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à la majorité des suffrages exprimés, décide :

- **Pour : 26**
- **Contre : 0**
- **Abstention : 7** (Sonia Beaufremez, Jean-Michel Genestier, Pierre Marie Salle, Annie Sonrier, Montasser Charni, Corinne Raoult donné pouvoir à Sonia Beaufremez, Thomas Vautrin donné pouvoir à Annie Sonrier)

Article 1. D'APPROUVER l'organisation d'un séjour à la mer pour les enfants de 6 à 12 ans à Meschers-sur-Gironde du 18 au 31 juillet 2026,

Article 2. D'APPROUVER la grille tarifaire suivante modulée en fonction du quotient familial des familles raincéennes,

		1	2	3	4	5	6	7	8	9
Participation	€	1059,87€	984,16€	908,46€	832,75€	757,05€	681,34€	605,64€	529,93€	454,23€
Ville	%	70%	65%	60%	55%	50%	45%	40%	35%	30%
Participation	€	454,23€	529,94€	605,64€	681,35€	757,05€	832,76€	908,46€	984,16€	1059,87€
Famille	%	30%	35%	40%	45%	50%	55%	60%	65%	70%

Article 3 : D'APPROUVER que le paiement du séjour devra être soldé avant le départ.

Accusé de réception en préfecture
2021-1934561-01
260528-26-2026-DE
Date de télétransmission : 02/06/2026
Date de réception préfecture : 02/06/2026

Article 4 : D'APPROUVER le principe que seront prioritairement inscrits aux séjours de vacances les familles dont les enfants n'y ont jamais participé,

Article 5 : D'APPROUVER qu'en fonction de la situation sanitaire ou internationale au moment du départ, le séjour pourra être annulé. En cas d'annulation pour ces raisons, il sera intégralement remboursé,

Article 6 : DE PRECISER que les dépenses afférentes à cette délibération seront prélevées sur les crédits inscrits au budget communal 2026,

Article 7 : DE PRECISER que les recettes, inhérentes à cette délibération, seront constatées au Compte administratif 2026.

Ampliation de la présente délibération adressée à Monsieur le Préfet et Monsieur le Trésorier.

**Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.**

Pour extrait conforme,
Le Raincy, le 28 mai 2026

Le maire du Raincy
Nicolas Rondepierre

La secrétaire de séance
Amélia Morise-Zambrano

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la commune du Raincy dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R-421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télerecours citoyens accessible sur le site internet www.telerecours.fr.